

Loi du pays n° 2014-13 du 24 avril 2014
relative à la création d'un congé en faveur des entraîneurs sportifs

Historique :

Créée par : *Loi du pays n° 2014-13 du 24 avril 2014 relative à la création d'un congé en faveur des entraîneurs sportifs.* *JONC du 29 avril 2014*
Page 4161

Titre Ier - Dispositions relatives aux fonctions publiques de Nouvelle-Calédonie..... art. 1er et 2

Titre II - Dispositions relatives au code du travail.....art. 3

Titre Ier - Dispositions relatives aux fonctions publiques de Nouvelle-Calédonie

Article 1^{er}

L'arrêté n° 1066 du 22 août 1953 fixant le régime des congés des personnels civils relevant de l'autorité du chef du territoire est ainsi complété :

« 15) Congé en faveur des entraîneurs sportifs

Article Lp 22 : Le congé pour l'exercice d'une activité d'entraîneur sportif est ouvert aux fonctionnaires remplissant les conditions cumulatives suivantes :

1° ayant la qualité d'entraîneur au sein d'une ligue en Nouvelle-Calédonie ou d'un club dont l'équipe ou les sportifs sont qualifiés dans le cadre d'une coupe ou d'un championnat de France ou d'Océanie ;

2° ne percevant aucune rémunération ou indemnisation autre que de remboursement de frais pour l'encadrement de l'équipe ou des sportifs.

Article Lp 22-1 : 1° La durée du congé en faveur des entraîneurs sportifs ayant la qualité d'entraîneur au sein d'une ligue en Nouvelle-Calédonie est fixée à dix-huit jours ouvrables par an.

2° La durée du congé en faveur des entraîneurs sportifs ayant la qualité d'entraîneur au sein d'un club est fixée à dix jours ouvrables par an.

Article Lp 22-2 : Le congé en faveur des entraîneurs sportifs est fractionnable en demi-journées.

Il n'est pas cumulable avec ceux prévus aux articles 17, 18 et 19 du présent arrêté.

Article Lp 22-3 : Le bénéfice du congé en faveur des entraîneurs sportifs est ouvert, par compétition, à :

1° deux entraîneurs pour les sports collectifs ;

2° un entraîneur pour les sports individuels.

Article Lp 22-4 : Le congé pour l'exercice d'une activité d'entraîneur sportif est accordé sous réserve des nécessités de service.

Loi du pays n° 2014-13 du 24 avril 2014

Mise à jour le 13/05/2014

Article Lp 22-5 : Les conditions d'octroi du congé pour l'exercice d'une activité d'entraîneur sportif sont définies par voie de délibération. »

Article 2

Les articles Lp 71 de l'arrêté du 22 août 1953 portant statut général des fonctionnaires des cadres territoriaux et Lp 91 de la délibération n° 486 du 10 août 1994 portant création du statut général des fonctionnaires des communes de Nouvelle-Calédonie sont ainsi complétés :

« 12° le congé pour l'exercice d'une activité d'entraîneur sportif. »

Titre II - Dispositions relatives au code du travail

Article 3

Le chapitre II du titre IV du livre II du code du travail de Nouvelle-Calédonie est complété par une section ainsi rédigée :

« Section 8 : Congé en faveur des entraîneurs sportifs

Article Lp. 242-51 : Les salariés remplissant les conditions cumulatives suivantes ont droit à un congé en faveur des entraîneurs sportifs :

1° avoir la qualité d'entraîneur au sein d'une ligue en Nouvelle-Calédonie ou au sein d'un club dont l'équipe ou les sportifs sont qualifiés dans le cadre d'une coupe ou d'un championnat de France ou d'Océanie ;

2° ne percevant aucune rémunération ou indemnisation autre que de remboursement de frais pour l'encadrement de l'équipe ou des sportifs.

Article Lp. 242-52 : 1° La durée du congé en faveur des entraîneurs sportifs ayant la qualité d'entraîneur au sein d'une ligue en Nouvelle-Calédonie est fixée à dix-huit jours ouvrables par an.

2° La durée du congé en faveur des entraîneurs sportifs ayant la qualité d'entraîneur au sein d'un club est fixée à dix jours ouvrables par an.

Ce congé est fractionnable en demi-journées.

Article Lp. 242-53 : Le bénéfice du congé en faveur des entraîneurs sportifs est ouvert, par compétition, à :

1° deux entraîneurs pour les sports collectifs ;

2° un entraîneur pour les sports individuels.

Article Lp. 242-54 : Le congé en faveur des entraîneurs sportifs est non rémunéré mais ouvre droit à une compensation de la diminution de sa rémunération dans la limite des crédits ouverts au budget de la Nouvelle-Calédonie à ce titre.

Cependant, l'employeur peut décider du maintien de tout ou partie de la rémunération durant cette période. Dans ce cas, l'employeur est subrogé de plein droit au salarié, dans les droits de celui-ci à une compensation forfaitaire de la diminution de sa rémunération.

Le maintien de la rémunération durant la période est assorti de la prise en charge des charges patronales lesquelles font alors l'objet d'un remboursement de la part de la Nouvelle-Calédonie.

Article Lp 242-55 : Le salarié non rémunéré par l'employeur reste affilié aux régimes de cotisation sociale de la CAFAT dont il relevait avant l'octroi de son congé en faveur des entraîneurs sportifs.

Les cotisations sont versées par la Nouvelle-Calédonie sur la base de l'indemnité forfaitaire versée durant le congé, et selon les dispositions de la réglementation en vigueur propre à chaque organisme de couverture sociale et à chaque risque.

Article Lp. 242-56 : La durée du congé en faveur des entraîneurs sportifs est assimilée à une période de travail effectif pour la détermination des avantages légaux et conventionnels liés à l'ancienneté et à l'assiduité. Elle n'est pas imputée sur la durée du congé payé.

Article Lp. 242-57 : Le congé en faveur des entraîneurs sportifs peut être refusé par l'employeur s'il estime qu'il aura des conséquences préjudiciables sur la production ou le fonctionnement de l'entreprise ou du service.

Ce refus est motivé à peine de nullité.

Article Lp. 242-58 : L'employeur communique semestriellement au comité d'entreprise ou, à défaut, aux délégués du personnel, la liste des demandes de congé en faveur des entraîneurs sportifs avec l'indication de la suite qui leur a été donnée, ainsi que les motifs de refus de demande de congé.

Article Lp. 242-59 : Une délibération détermine, en tant que de besoin, les modalités d'application de la présente section. »

La présente loi sera exécutée comme loi du pays.